

LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES
DU GOUVERNEMENT.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Loi relative aux chevrons de front (1).

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Description de l'insigne des chevrons de front.

Article 1^{er}. L'insigne des chevrons de front consiste en une série variable de une à huit ganses : en or, pour les officiers ; en argent, pour les sous-officiers ; en laine, pour les caporaux et soldats ; longues de 6 centimètres et larges de 6 millimètres, placées parallèlement sur la manché gauche, à inclinaison de 45 degrés d'arrière en avant, à mi distance entre le coude et l'épaule (capote ou vareuse).

Unités ou services pouvant bénéficier de l'octroi des chevrons de front.

Art. 2. Les chevrons de front peuvent être attribués :

a) Aux militaires faisant partie de l'armée de campagne, réellement présents à une unité de celle-ci, dans la zone des cantonnement des divisions ;

b) Aux militaires appartenant à un service ou organisme ne dépendant pas de l'armée de campagne, mais installé en permanence en Belgique non envahie ou reconquise ;

c) Aux militaires appartenant au personnel navigant du dépôt des équipages ;

d) Aux militaires participant à la défense et à la surveillance de la côte jusques et y compris la ville de Calais ;

e) Aux militaires participant à la défense aérienne de la région située à l'arrière du front jusques et y compris la ville de Calais ;

f) Aux militaires appartenant aux corps et services cantonnés de façon permanente à Dunkerque et à Calais.

Toutefois les droits aux chevrons de front pour ces militaires ne prendront cours qu'à partir des dates suivantes : pour Dunkerque, le 1^{er} février 1917 ; pour Calais, le 1^{er} août 1917 ;

g) Au personnel de la gendarmerie prévôtale de la zone de la ligne d'étape jusques et y compris Calais, à l'exception du dépôt du corps.

Temps requis pour l'octroi des divers chevrons de front.

Art. 3. Un premier chevron de front est accordé pour douze mois de présence réelle dans une unité ou service auxquels les chevrons de front peuvent être attribués. Il est accordé un nouveau chevron pour chaque période supplémentaire de six mois de présence réelle dans une unité ou service auxquels les chevrons peuvent être attribués.

Les mois de présence sont comptés à trente jours.

Temps devant rentrer en ligne de compte dans la supputation des services pour l'octroi des chevrons de front, en ce qui concerne les militaires se trouvant momentanément ou définitivement éloignés du front.

Art. 4. Comptent dans la supputation du temps de service à l'armée de campagne ou dans les organismes bénéficiant de l'octroi des chevrons de front, pour l'attribution desdits chevrons :

a) La durée des congés de faveur normaux ;

b) La durée de séjour à l'hôpital arrondie au chevron en cours et au

(1) Session de 1918-1919.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, n° 240. Séance du 16 juillet 1919.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 31 juillet 1919.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport. Séance du 5 août 1919, n° 151.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 12 août 1919, p. 522. — Adoption. Séance du 15 août 1919.

WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN
DER REGEERING.

MINISTERIE VAN OORLOG.

Wet betreffende de frontchevrons (1).

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden. HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Beschrijving van het kenteeken der frontchevrons.

Artikel 1. Het kenteeken der frontchevrons bestaat in eene veranderlijke reeks van een tot acht lissen : in goud voor de officieren ; in zilver voor de onderofficieren ; in wol voor de korporaals en soldaten ; 6 centimeters lang en 6 millimeters breed, evenwijdig op de linkermouw geplaatst, schuin onder 45 graden van achteren naar voren, op halven afstand tusschen den elleboog en den schouder (kapot of vareuse).

Eenheden of diensten, die de frontchevrons kunnen verkrijgen.

Art. 2 De frontchevrons kunnen toegerekend worden :

a) Aan de tot het veldleger behoorende militairen, die wezenlijk aanwezig zijn bij eene dezes eenheden, in het gebied van de kantonementen der divisies ;

b) Aan de militairen behoorende tot eenen dienst of eene inrichting, die niet van het veldleger afhangt, doch op bestendige wijze in het niet overweldigd of in het heroverd België is ingericht ;

c) Aan de tot het varende personeel van het scheepsbemanningsdepot toevoerende militairen ;

d) Aan de militairen die deelnemen aan de verdediging en aan de bewaking der kust tot en met inbegrip der stad Kales (Calais) ;

e) Aan de militairen die deelnemen aan de luchverdediging van het gebied achter 't front tot en met inbegrip der stad Kales (Calais) ;

f) Aan de militairen die toebehooren tot te Duinkerken (Dunkerken) en te Kales (Calais) onafgebroken gekantonnerde korpsen en diensten.

Voor deze militairen zullen, echter, de rechten op de frontchevrons slechts op de volgende datums ingaan : voor Duinkerken (Dunkerken), den 1^{en} Februari 1917 ; voor Kales (Calais), den 1^{en} Augustus 1917.

g) Aan het personeel der provoost-gendarmerie uit het etappen-gebied tot en met inbegrip van Kales (Calais), met uitzondering van het depot van 't korps.

Tot het toekennen der verschillende frontchevrons vereischte tijd.

Art. 3. Een eerste chevron wordt toegerekend voor twaalf maanden wezenlijke aanwezigheid bij eene eenheid of eenen dienst aan dewelke de frontchevrons kunnen worden toegekend. Een nieuwe chevron wordt verleend voor elk bijkomend tijdperk van zes maanden wezenlijke aanwezigheid bij eene eenheid of eenen dienst waaraan de chevrons kunnen toegekend worden.

De maanden aanwezigheid worden op dertig dagen berekend.

Tijd welke in aanmerking dient te komen bij de berekening der diensten voor het toekennen der frontchevrons, voor wat de militairen betreft, die tijdelijk of voorgoed van het front verwijderd zijn.

Art. 4. Tot het toekennen van voormelde chevrons, komen in aanmerking bij de berekening van den diensttijd bij het veldleger of bij de inrichtingen, die het voordeel der frontchevrons kunnen genieten :

a) De duur der normale gunstverloven ;

b) De duur van het verblijf in het hospitaal afgerond tot den loop-

(1) Zitting 1918-1919.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Memorie van toelichting en tekst van het wetsontwerp, n° 240. Zitting van 16 Juli 1919.

Annales parlementaires. — Bespreking en aanneming. Zitting van 31 Juli 1919.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Verslag. Zitting van 5 Augustus 1919, n° 151. Annales parlementaires. — Bespreking en aanneming. Zitting van 12 Augustus 1919, blz. 522. — Aanneming. Zitting van 15 Augustus 1919.

chevron subséquent, pour les blessés et malades de guerre qui ont été reconnus définitivement inaptes au service pour blessure ou maladie contractée du fait du service dans une unité ou un organisme bénéficiant du chevron de front.

Cette disposition est éventuellement applicable aux militaires faits prisonniers étant blessés de guerre;

c) La durée du séjour à l'hôpital pour les militaires atteints de blessures ou maladies curables contractées en service dans une unité ou un organisme bénéficiant du chevron de front;

d) La durée de la convalescence (congé, emploi sédentaire ou séjour dans une formation sanitaire du Midi de la France, de la Savoie ou dans un dépôt de convalescents) pour les militaires visés à l'alinéa c ci-dessus, pour autant que les intéressés établissent formellement qu'ils ont rejoint un organisme bénéficiant de l'octroi des chevrons de front, aussitôt que leur état de santé le leur a permis. Il ne pourra cependant être supputé que six mois, au maximum, pour la durée de cette convalescence (congé, emploi sédentaire ou séjour dans un dépôt de convalescents), et douze mois, au maximum, pour la durée de cette convalescence dans une formation sanitaire du Midi de la France ou de la Savoie;

e) Le temps nécessaire pour l'obtention du chevron de front en cours au moment de leur capture, pour les militaires tombés blessés aux mains de l'ennemi, pour autant qu'il soit nettement établi qu'ils ont fait tout leur devoir;

f) La durée de service dans un organisme de l'arrière pour les militaires qui, en raison de leurs connaissances et aptitudes spéciales, ont été rappelés d'une unité ou d'un service bénéficiant de l'octroi des chevrons, pour exercer une fonction, un emploi ou un métier. Toutefois, cette prescription n'est applicable que pour autant qu'il soit nettement établi que les militaires intéressés n'ont pas sollicité leur mutation, qu'ils ont été désignés d'office pour l'arrière et qu'ils y ont été éventuellement maintenus d'office. Il ne pourra toutefois être supputé que douze mois, au maximum, pour la durée des services accomplis d'office à l'arrière.

Perte des droits à l'obtention et à la conservation des chevrons de front.

Art. 5. Les droits à l'obtention et à la conservation des chevrons de front se perdent dans les cas déterminés ci-après :

A. Au point de vue disciplinaire (tant pour les peines disciplinaires infligées par l'autorité militaire que pour celles prononcées par les conseils de guerre) :

Les militaires sont privés du port du ou des chevrons de front et des avantages qui sont rattachés :

a) Par suite de mauvaise conduite notoire ou de manque de courage; la durée de la privation s'étend sur une période d'amendement qui ne peut excéder trois mois.

A l'expiration de cette période, ils reprennent les droits et avantages dont ils étaient titulaires avant leur privation;

b) Par suite d'incorporation dans une compagnie de discipline et seulement pendant leur séjour dans cette compagnie; à leur sortie, ils reprennent les droits et avantages dont ils étaient titulaires avant leur incorporation.

B. Au point de vue pénal :

Les militaires qui encourent une condamnation, que l'accomplissement de la peine soit effectif ou différé, sont privés des chevrons de front et des avantages qui y sont rattachés.

Les chevrons de front dont ils étaient titulaires avant leur condamnation ainsi que les avantages y afférents leur sont restitués en cas de réhabilitation ou de remise de la peine ou du restant de la peine.

Ils ne peuvent cependant récupérer les droits et avantages perdus pendant l'époque comprise entre la condamnation et la proposition de réhabilitation ou de grâce introduite par la voie hiérarchique par le commandant d'unité.

Toutefois, en ce qui concerne les militaires condamnés pour désertion ou insubordination en présence de l'ennemi, antérieurement au 11 novembre 1918, les droits et avantages se rapportant aux chevrons de front sont perdus à titre définitif, à partir du jour de la condamnation. Les intéressés peuvent acquiescer de nouveaux droits à dater de la réhabilitation ou de la remise de la peine ou du restant de la peine.

den chevron of tot den volgende(n) chevron, voor de oorlogsgekwetsten en -zieken die voorgoed ongeschikt tot den dienst bevonden werden wegens wond of ziekte opgedaan door den dienst zelf in eene eenheid of eene inrichting, die het voordeel van den frontchevron kan genieten.

Deze beschikking is in gebeurlijk geval toepasselijk op de militairen die als oorlogsgekwetsten gevangen genomen werden;

c) De duur van het verblijf in een hospitaal voor de militairen, lijdende aan geneesbare wonden of ziekten, opgedaan in den dienst bij eene eenheid of eene inrichting die het voordeel van den frontchevron kan genieten;

d) De duur van herstelling van gezondheid (verlof, zittende betrekking of verblijf in eene gezondheidsformatie van 't Zuiden van Frankrijk, van Savoye, of in een depot voor herstellenden) voor de bij alinea c hooger bedoelde militairen, voor zoverre de belanghebbenden op uitdrukkelijke wijze doen blijken dat, zoodra hun gezondheidsstoestand dit toeliet, zij zich bij eene inrichting aangesloten hebben, die het voordeel der frontchevrons kan genieten. Er zullen nochtans slechts hoogstens zes maanden mogen verrekend worden voor den duur dezer herstelling (verlof, zittende betrekking of verblijf in een depot voor herstellenden) en hoogstens twaalf maanden voor den duur dezer herstelling in eene gezondheidsformatie van het Zuiden van Frankrijk of van Savoye;

e) De tijd noodig tot het bekomen van den bij hunne gevangenneming loopenden chevron, voor de militairen, die, gekwetst, in 's vijands handen zijn gevallen, voor zoverre duidelijk weze vastgesteld dat zij hunnen vol'en plicht hebben g'kwezen;

f) De dienstduur doorgebracht in eene inrichting achter 't front voor de militairen die, uit reden hunner bijzondere kennissen en geschiktheden, uit eene op de chevrons rechthebbende eenheid of dienst teruggeroepen werden om een ambt, eene betrekking of een ambacht uit te oefenen. Evenwel is dit voorschrit slechts van toepassing voor zoverre duidelijk weze gebleken dat de b'etrokken militairen hunne overplaatsing niet hebben aangevraagd, dat ze van ambtswege aangewezen werden om achter 't front werkzaam te zijn en dat zij er desgevallend van ambtswege in zijn gebleven. Er mogen echter slechts hoogstens twaalf maanden verrekend worden voor den duur der van ambtswege achter 't front volbrachte diensten.

Verlies der rechten tot het bekomen en behouden der frontchevrons.

Art. 5. De rechten tot het bekomen en behouden der frontchevrons gaan in navermelde gevallen verloren :

A. Onder oogpunt der tucht (zooewel voor de tuchtstraffen opgelegd door de militaire overheid als voor die uitgesproken door de krijgsraden) :

De militairen worden beroofd van het dragen des of der frontchevrons en van de voordeelen die eraan verbonden zijn :

a) Ten gevolge van b'ijkaar slecht gedrag of van gebrek aan moed; de duur der berooving strekt zich uit over een verbeteringstijdperk dat geen drie maanden mag te boven gaan.

Bij het verstrijken van dit tijdperk hernemen zij de rechten en voordeelen welke zij vóór hunne berooving bezaten;

b) Ten gevolge van inlijving bij eene strafcompagnie en slechts gedurende hun verblijf in deze compagnie; bij hunnen terugkeer hernemen zij de rechten en voordeelen welke zij vóór hunne inlijving genoten.

B. Onder strafrechtelijk oogpunt :

De militairen die eene veroordeeling oploopen, of de uitboeting der straf al dan niet werkelijk geschied of uitgesteld weze, worden beroofd van de frontchevrons en van de voordeelen die er aan verbonden zijn.

De frontchevrons waarvan zij vóór hunne veroordeeling houder waren evenals de daaraan verbonden voordeelen worden hun terugggegeven in geval van ineenherstelling of van kwijtschelding der straf of van het overblijvende der straf.

Zij kunnen evenwel de rechten en voordeelen niet terugverkrijgen verloren gedurende het tijdperk begrepen tusschen de veroordeeling en het voorstel tot ineenherstelling of tot genade door den commandant der eenheid langs den hiërarchieken weg ingediend.

Nochtans, voor wat de militairen betreft die veroordeeld werden om desertie of weerspannigheid in tegenwoordigheid des vijands, vóór 11 November 1918, blijven de rechten en voordeelen, die op de frontchevrons betrekking hebben, voorgoed verloren te rekenen van den dag der veroordeeling. De belanghebbenden kunnen nieuwe rechten verwerven te rekenen van de ineenherstelling of van de kwijtschelding der straf of van het overblijvende der straf.

Indemnités afférentes aux chevrons de front.

Art. 6. Il est alloué aux sous-officiers, caporaux et soldats, porteurs de chevrons de front, une indemnité journalière fixée comme suit :

- a) Antérieurement au 1^{er} janvier 1919 : fr. 0 05 pour chacun des deux premiers chevrons ;
 b) A partir du 1^{er} janvier 1919 : fr. 0 20 pour chacun des deux premiers chevrons et fr. 0 10 pour chacun des chevrons subséquents.

Toutefois, les chevrons accordés comme conséquence des dispositions de la présente loi ne donneront lieu à l'allocation d'indemnité qu'à partir du mois suivant sa promulgation.

Pertes des droits aux indemnités afférentes aux chevrons de front.

Art. 7. Les droits à l'indemnité attribuée aux chevrons de front se perdent dès que le militaire passe dans un service ou une situation qui ne donne pas droit à l'obtention du chevron. Toutefois, cette disposition cesse d'être d'application à dater du 1^{er} janvier 1919. Les droits à l'indemnité dont il s'agit sont maintenus aux militaires qui se trouvent dans l'une des situations prévues à l'article 4. »

Dispositions administratives.

Art. 8. L'octroi, la privation temporaire et le retrait des chevrons de front ont lieu sur la proposition du chef de corps et la décision du commandant de division ou de l'autorité exerçant les attributions de commandant de division.

En ce qui concerne les officiers, les commandants de division en réfèrent avant décision au Ministre de la Guerre.

En ce qui concerne la troupe, ces hautes autorités statuent sur la proposition des chefs de corps.

L'octroi, la privation temporaire et le retrait des chevrons de front sont mentionnés au rapport journalier, aux états contrôle et à la matricule du corps et, ultérieurement, aux feuillets matricule punitions et aux livrets de mobilisation des intéressés.

Les militaires rentrés dans leurs foyers sont mis en possession d'une attestation portant en lettres et en chiffres le nombre de chevrons de front dont ils sont titulaires. Ce document porte le sceau du corps et la signature du commandant de la compagnie (escadron, batterie ou établissement). Ce renseignement figure en outre sur les pièces d'envoi en congé illimité destinées aux autorités de gendarmerie.

Dispositions particulières.

Art. 9. a) Le temps passé à l'armée et à la gendarmerie du 1^{er} août au 15 octobre 1914, ainsi que du 11 novembre 1918 au 31 janvier 1919, dans quelque condition que ce soit, est compté de plein droit dans la supputation des services donnant droit aux chevrons de front ;

b) Les services accomplis à la garde civique au début des hostilités, par les militaires qui appartenaient à cette institution à cette époque, sont comptés dans la supputation des services des intéressés, en ce qui concerne l'octroi des chevrons de front, pour la période comprise entre le 4 août 1914 (date du premier décret mettant la milice citoyenne à la disposition de l'armée) et le 15 octobre 1914 (date du licenciement des membres de cette milice) ;

c) Le temps passé au front colonial sera supputé pour l'octroi des chevrons de front, dans les mêmes conditions que le temps passé au front métropolitain ; il sera tenu compte, en outre, de quatre mois supplémentaires pour chacun des voyages d'aller et de retour ;

d) Le temps passé au front russe, par les militaires du corps des autos-canon, sera supputé, pour l'octroi des chevrons de front, dans les mêmes conditions que le temps passé au front belge ; il sera tenu compte, en outre, de deux mois supplémentaires pour chacun des voyages d'aller et de retour ;

e) Le temps passé dans une armée alliée depuis le début des hostilités entre en ligne de compte dans la supputation des services pour l'octroi des chevrons de front, mais dans les limites des dispositions qui

Vergoedingen verbonden aan de frontchevrons.

Art. 6. Aan de onderofficieren, korporaals en soldaten, die dragers zijn van frontchevrons, wordt eene dagelijksche vergoeding verleend, vastgesteld als volgt :

- a) Voor den 1^{en} Januari 1919 : fr. 0 05 voor elk der twee eerste chevrons ;
 b) Te rekenen van 1 Januari 1919 : fr. 0 20 voor elk der twee eerste chevrons en fr. 0 10 voor elk der volgende chevrons

Evenwel zullen de ten gevolge der beschikkingen van onderhavige wet toegekende frontchevrons, slechts aanleiding geven tot het verleenen der vergoeding te rekenen van de maand die op hare afkondiging volgt.

Verlies der rechten op de aan de frontchevrons verbonden vergoedingen.

Art. 7. De rechten op de aan de frontchevrons verbonden vergoeding gaan verloren, zoodra de militair tot eenen dienst of tot eenen stand overgaat die geen recht geeft op het bekomen van den chevron. Deze beschikking houdt echter, te rekenen van 1 Januari 1919, op van toepassing te zijn. De rechten op de vergoeding, waarvan sprake, worden behouden aan de militairen die zich in eenen der toestanden bevinden voorzien bij artikel 4.

Bestuurlijke bepalingen.

Art. 8. Het toekennen, de tijdelijke beroving en het ontnemen der frontchevrons geschieden op voorstel van den korpsoverste en bij beslissing van den bevelhebber der divisie of der als dusdanig bevoegde overheid.

Voor wat de officieren betreft, doen de divisie-commandanten, alvorens eene beslissing te treffen, daarover verslag aan den Minister van Oorlog.

Voor wat den troep betreft, beslissen deze hooge overheden over het voorstel der korpoversten.

Het toekennen, de tijdelijke beroving en het ontnemen der frontchevrons worden vermeld op het dagelijksch rapport, in de naamlijsten en in het stamboek van het korps en, later, in de stamboek-strafbladen en in de mobilisatie-zakboekjes der belanghebbenden.

De in hunne haardsteden teruggkeerde militairen worden in 't bezit gesteld van eene verklaring die in letters en in cijfers het aantal frontchevrons aangeeft waarvan zij drager zijn. Dit bescheid draagt het zegel van het korps en de handteekening van den bevelhebber der compagnie (eskadron, batterij of inrichting). Deze inlichting wordt bovendien vermeld op de stukken tot wegzending met onbepaald verlof, die den gendarmerie-overheden bestemd zijn.

Bijzondere beschikkingen.

Art. 9. a) De tijd bij 't leger en in de gendarmerie doorgebracht van 1 Augustus tot 15 October 1914, evenals van 11 November 1918 tot 31 Januari 1919, in welk geval het ook weze, komt van rechtswege in aanmerking bij de berekening der diensten, welke op de frontchevrons recht geven ;

b) De diensten in den beginne der vijandelikheden bij de burgerwacht volbracht door de militairen die op dit tijdstip tot deze instelling behoorden, tellen mede bij de berekening van de diensten der belanghebbenden, voor wat het verleenen der frontchevrons betreft, voor het tijdperk begrepen tusschen den 4^{en} Augustus 1914 (datum van het eerst-decreet waarbij de burgerlijke militie ter beschikking van het leger gesteld werd) en den 15^{en} October 1914 (datum der ontbinding van de leden dezer militie) ;

c) De op het koloniaal front doorgebrachte tijd zal in aanmerking komen tot het verleenen der frontchevrons, in dezelfde voorwaarden als de op het moederlandsche front doorgebrachte tijd ; buitendien zal er rekening worden gehouden van vier aanvullende maanden voor ieder der reizen heen en weer ;

d) De door de militairen van het korps auto-canon op het Russisch front doorgebrachte tijd zal in berekening komen voor de frontchevrons in dezelfde voorwaarden als de op 't Belgisch front doorgebrachte tijd ; er zal buitendien rekening gehouden worden van twee aanvullende maanden voor ieder der reizen heen en weer ;

e) De van af den aanvang der vijandelikheden in een verbonden leger doorgebrachte tijd komt in aanmerking bij de berekening der diensten voor het toekennen der frontchevrons, doch in de mate der

précédent et pour autant que les militaires intéressés fournissent à leurs chefs hiérarchiques tous les renseignements jugés indispensables ;

f) Les militaires de bonne conduite qui, au 1^{er} février 1919, n'ont pas accompli douze mois de présence réelle dans une unité de l'armée de campagne, mais s'y trouvent en service depuis une date antérieure au 28 septembre 1918, ont droit au premier chevron de front ;

g) Les militaires méritants, qui ont participé à toute la campagne, depuis une date antérieure au 7 août 1914, ont droit aux huit chevrons de front, s'ils réunissent d'autre part les conditions de conduite et de manière de servir exigées, ainsi que la durée de présence voulue dans une unité ou service donnant droit à la marque distinctive dont il s'agit.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Ciergnon, le 25 août 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Guerre,

Van 's Konings wege :
De Minister van Oorlog,

F. MASSON.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Pour le Ministre de la Justice,
Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
Voor den Minister van Justitie,
De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,

J. WATERS.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Ordre de Léopold. — Nominations.

ALBERT, Roi des Belges,

À tous, présents et à venir, SALUT.

Voulant, par un témoignage de Notre bienveillance, reconnaître les services rendus dans l'exercice de leurs fonctions par les inspecteurs de l'enregistrement et des domaines ci-après désignés :

MM. Carlier, J.-L.-R., à Anvers ;
Collin, L.-J., à Liège ;
Daminet, V., à Malines ;
Henrot, N.-J., à Audenarde ;
Herman, G., à Namur ;
Lamoline, F.-M.-J. (Joseph), à Bruxelles ;
Lamoline, F.-A.-M. (Auguste), à Bruxelles ;
Lebrun, A.-J., à Charleroi ;
Mathieu, R.-F., à Mons ;
Rock, F.-J.-L.-G., à Charleroi ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. MM. Carlier, J.-L.-R. ; Collin, L.-J. ; Daminet, V. ; Henrot, N.-J. ; Herman, G. ; Lamoline, F.-M.-J. ; Lamoline, F.-A.-M. ; Lebrun, A.-J. ; Mathieu, R.-F. et Rock, F.-J.-L.-G., préqualifiés, sont nommés chevaliers de l'Ordre de Léopold.

Ils porteront la décoration civile.

Art. 2. Ils prendront rang dans l'Ordre à la date du 1^{er} janvier 1915.

Art. 3. Notre Ministre des affaires étrangères, ayant l'administration de l'Ordre, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 24 août 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

hoogerstaande beschikkingen en voor zooverre de betrokken militairen aan hunne hiërarchieke oversten al de onontbeerlijk geachte inlichtingen verschaffen ;

f) De militairen van goed gedrag die op 1 Februari 1919 geen twaalf maanden werkelijke aanwezigheid bij eene eenheid van het veldleger vobracht hebben, doch er sedert eenen vroegeren datum dan den 28^{en} September 1918 in dienst waren, hebben recht op den eersten frontchevron ;

g) De verdienstelijke militairen die aan gansch den veldtocht hebben deelgenomen, sedert eenen vroegeren datum dan den 7^{en} Augustus 1914, hebben recht op acht frontchevrons indien zij anderdeels verkeerden in de vereischte voorwaarden van gedrag en van wijze van dienen evenals van vereischten aanwezigheidsuur bij eene eenheid of in eenen dienst, die op het onderscheidingsteeken, waarvan sprake, recht geeft.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur* bekend gemaakt worde.

Gegeven te Ciergnon, den 25^{en} Augustus 1919.

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

Leopoldsorde. — Bevordering.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Willende, door een blijk Onze welwillendheid, de diensten erkennen bewezen in het uitoefenen hunner ambtsbediening door de hierna vermelde opzieners der registratie en domeinen :

De heeren Carlier, J.-L.-R., te Antwerpen ;
Collin, L.-J., te Luik ;
Daminet, V., te Mechelen ;
Henrot, N.-J., te Audenarde ;
Herman, G., te Namen ;
Lamoline, F.-M.-J. (Jozef), te Brussel ;
Lamoline, F.-A.-M. (August), te Brussel ;
Lebrun, A.-J., te Charleroi ;
Mathieu, R.-F., te Bergen ;
Rock, F.-J.-L.-G., te Charleroi ;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De heeren Carlier, J.-L.-R. ; Collin, L.-J. ; Daminet, V. ; Henrot, N.-J. ; Herman, G. ; Lamoline, F.-M.-J. ; Lamoline, F.-A.-M. ; Lebrun, A.-J. ; Mathieu, R.-F. en Rock, F.-J.-L.-G., voornoemd, zijn benoemd tot ridders der Leopoldsorde.

Zij zullen de burgerlijke decoratie dragen.

Art. 2. Zij zullen rang nemen in de Orde van 1 Januari 1915 af.

Art. 3. Onze Minister van Buitenlandsche Zaken, tot wiens bevoegdheid het beheer der Orde behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, den 24^{en} Augustus 1919.